

## **Communiqué du Sommet des leaders africains de l'énergie 2020 sur le changement climatique, l'énergie et le financement de l'énergie Addis-Abeba, Éthiopie 28-29 janvier 2020**

Du 28 au 29 janvier 2020, MELCA-Éthiopie, Oil Change International, Health of Mother Earth Foundation, Oxfam et Power Shift Africa ont initié le Sommet des leaders africains de l'énergie à l'hôtel Ambassador à Addis-Abeba, en Éthiopie. Lors du Sommet, les dirigeants de la société civile - représentant vingt-sept (27) organisations, réseaux et groupes de résistance communautaire d'Afrique et du monde entier - ont délibéré sur des questions telles que la dépendance aux combustibles fossiles, le changement climatique, l'accès à l'énergie et la transition juste.

Après deux jours d'interrogation factuelle des problèmes et de discussions animées, LE SOMMET :

NOTANT AVEC PRÉOCCUPATION les effets dévastateurs des changements climatiques aux niveaux local, régional et mondial, qui affectent de manière disproportionnée les communautés locales, les populations autochtones, les femmes et les jeunes ;

NOTANT EN OUTRE AVEC PRÉOCCUPATION la contradiction entre la production et l'expansion prévues des combustibles fossiles et les objectifs climatiques convenus à l'échelle mondiale, comme indiqué dans les rapports du « Production Gap » et « Sky's Limit » ;

NOTANT EN OUTRE AVEC PRÉOCCUPATION la prolifération continue et délibérée du charbon, du pétrole et du gaz en Afrique, contrairement aux preuves scientifiques qui appellent à un arrêt urgent de cette situation en raison des effets débilissants sur le climat, les moyens de subsistance, la santé publique et l'environnement ;

CONDAMNANT les pratiques antidémocratiques de fermeture de l'espace civique en Afrique par les gouvernements qui entraînent toutes les formes de représailles - dont beaucoup sont violentes - contre les militants écologistes et les défenseurs des droits humains ;

RECONNAISSANT la nécessité de mettre un terme à la pauvreté énergétique et d'améliorer l'accès à l'énergie en Afrique ;

COMPRENANT qu'un plan d'action pour une transition juste est urgent pour l'Afrique ;

REJETANT l'impunité des grands pollueurs soutenue par l'élite et l'État et la militarisation de la gouvernance et du secteur de l'énergie dans la région ;

RECONNAISSANT les appels clés précédents tels que la Déclaration des Lofoten, le Mémoire du peuple à la 17e session de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, la Déclaration d'Oilwatch Afrique de 2019 et la proposition de l'Annexe Zéro d'Oilwatch International ;

PAR LA PRÉSENTE, INTERPELLE :

### **I. Les Gouvernements africains**

a) à écouter et répondre aux voix des Africains sur les questions de l'extraction des combustibles fossiles et de la justice climatique ;

b) à Protéger les citoyens et l'environnement contre les effets néfastes du climat, entre autres injustices existantes et problèmes de justice environnementale causés par l'économie actuelle tributaire des combustibles fossiles ;

c) à Consulter pleinement et obtenir le consentement des citoyens et de la société civile pour les choix de développement énergétique ;

d) à Mettre fin au développement des combustibles fossiles ; gérer le déclin de la production actuelle de pétrole, de gaz et de charbon ; et amorcer rapidement une transition vers des sources d'énergie renouvelables propres et sûres qui soutiennent pleinement l'accès à l'énergie pour ceux qui en manquent actuellement ;

e) à Mettre en place un plan d'action à l'échelle de l'Afrique pour la transition juste ;

f) à Refuser de financer et de soutenir davantage les projets de combustibles fossiles d'autres gouvernements, de sources de financement multilatérales et d'autres investisseurs ;

g) à Démilitariser le développement et la gouvernance de l'Afrique conformément à l'article 23 de la Charte africaine des peuples et des droits de l'homme ;

h) à Condamner et rejeter publiquement les doubles standards avancés par les sociétés de combustibles fossiles et leurs intérêts alliés, qui entraînent un traitement discriminatoire de l'Afrique et de ses peuples ;

i) à Appeler toutes les organisations multilatérales et régionales et institutions de financement concernées à exiger une véritable action climatique grâce à une élimination progressive des combustibles fossiles ;

j) à Appeler la CCNUCC et d'autres processus multilatéraux à reconnaître les communautés et les nations qui décident de ne pas extraire de combustibles fossiles comme incitation à une ambition climatique accrue.

## **II. Les Organisations, mouvements et réseaux de la société civile africaine**

a) à Exiger un processus de transition juste basé sur :

i. la Construction d'un nouveau système énergétique ;

ii. la réhabilitation des mines individuelles et des régions minières dans leur ensemble pour restaurer et détoxifier les terres et les écosystèmes endommagés ;

iii. la création des jardins potagers une première étape vers la création d'un système alimentaire sain sous contrôle démocratique, basé sur une agriculture écologique et assurant une alimentation suffisante pour tous ;

iv. Une richesse de réflexions et de pratiques pour la souveraineté alimentaire ;

v. Prévoir de mettre le travail et les équipements à la portée des gens, de faire de la marche et du vélo des options faciles et de développer des transports sûrs et fiables pour les longs trajets ;

vi. Créer une économie zéro déchet, en éliminant la redondance intégrée et les produits jetables et en développant des niveaux élevés de recyclage et de compostage des déchets ;

vii. Protéger la santé des gens grâce à de meilleurs soins de santé ;

viii. Une démocratie ouverte qui parle pour garantir que toutes les réunions intergouvernementales africaines et les réunions des gouvernements nationaux et locaux soient ouvertes à la société civile africaine.

## **III. Les Organisations internationales de la société civile**

a) Se montrer solidaire des organisations et réseaux de la société civile africaine et amplifier leurs messages environnementaux et de justice sociale ;

b) Fournir un appui technique et renforcer les capacités des organisations et réseaux de la société civile sur les questions de justice environnementale et sociale.

**Adopté le 29 janvier 2020 à Addis-Abeba, Éthiopie par les organisations et réseaux de la société civile africaine suivants, qui s'engagent à partager et à utiliser ce communiqué dans tous les espaces concernés :**

1. Africa Coal Strategy
2. Africa Institute for Energy Governance (AFIEGO), Uganda
3. African Hub for Accountability and Development Initiatives (AHADI), Tanzania
4. Civil Society Coalition on Oil and Gas (CSCO), Uganda
5. deCOALonize Campaign, Kenya
6. Earthlife Africa, South Africa
7. groundWork, Friends of the Earth, South Africa
8. Health of Mother Earth Foundation, Nigeria
9. Innovation pour le Développement et la Protection de l'Environnement, Democratic Republic of Congo
10. Justicia Ambiental, Friends of the Earth, Mozambique
11. MELCA-Ethiopia
12. Ogoni Solidarity Forum – Nigeria
13. Oil Change Africa
14. Oilwatch Ghana
15. Oilwatch Togo / Friends of the Earth Togo
16. Power Shift Africa
17. South Durban Community Environmental Alliance, South Africa
18. Southern African Faith Communities Environment Institute (SAFCEI)
19. WoMin (Pan African)

**Et soutenu par les organisations internationales suivantes en solidarité avec les partenaires africains :**

1. Center for International Environmental Law (CIEL)
2. Christian Aid
3. Environmental Law Alliance Worldwide (ELAW)
4. Global Gas and Oil Network (GGON)
5. Oil Change International
6. OXFAM International
7. Vasudha Foundation, India
8. World Resources Institute (WRI)